

Daniel Bensaïd

**Chili**

## **Le socialisme sans la révolution ?**

*Il y a quelques mois, pour les partisans de l'Union de la gauche et du Programme commun, l'exemple chilien était presque devenu un modèle. Mitterrand et Duclos y allaient à tour de rôle chercher l'inspiration. Aujourd'hui on n'en parle plus guère. À croire que « la voie chilienne au socialisme », tant vantée alors, a tourné au labyrinthe. Et qu'on n'en voit plus la fin. Qu'en est-il au juste ?*

### **Où en est le Chili ?**

L'Unité populaire est arrivée au gouvernement au Chili à la fin de l'année 1970, après l'élection, le 4 septembre, de Salvador Allende à la présidence.

Un an plus tard, au moment du premier anniversaire de cette élection, le climat était à l'euphorie. Le régime présentait à son actif de nombreuses nationalisations, le freinage de l'inflation. Ces réalisations économiques et sociales avaient été sanctionnées par un net succès électoral aux élections municipales d'avril 1971.

Alors qu'Allende avait accédé à la présidence avec une majorité relative faible, de 36,3 % des suffrages, les partis de l'Union populaire remportaient en effet aux municipales d'avril près de 51 % des suffrages ; soit une majorité absolue qui exprimait l'élargissement du soutien populaire aux premières mesures du régime.

Aujourd'hui, plus de deux ans après le

4 novembre 1970, la situation s'est détériorée. L'euphorie a disparu pour laisser place à l'inquiétude, à la crainte du lendemain.

Sur le terrain économique, l'inflation a repris de plus belle. L'année écoulée, les prix ont grimpé de près de 100 % (le chiffre avancé est de 99,8 %). Depuis, la flambée des prix a encore empiré : on parle à présent de 144 %.

Sur le plan électoral, la majorité d'Unité populaire victorieuse aux municipales s'est effritée. En juillet 1971, la droite l'emportait lors de l'élection complémentaire de Valparaiso. Le 16 janvier 1972, le candidat démocrate-chrétien était élu sénateur à O'Higgins et le candidat du parti national député à Linares. Ces élections partielles marquaient un coup d'arrêt à la poussée électorale de l'Unité populaire. Leur signification tient au fait que l'Unité populaire a proclamé et maintient sa volonté de conquérir le pouvoir et de passer au socialisme en respectant les voies légales et électorales.

En septembre-octobre derniers, la détérioration de la situation a atteint un point de crise. Les camionneurs se sont mis en grève pour s'opposer au projet gouvernemental de création d'une entreprise nationalisée de transport. Paralyant la distribution, ils ont ainsi aggravé les problèmes d'alimentation. À leur suite, les commerçants ont lancé aussi un ordre de grève. Les deux grèves, cumulant les effets de désorganisation de la distribution, tendaient à exaspérer les masses et à exacerber les tensions sociales.

Craignant que la situation ne dégénère et que se multiplient les affrontements de rue, le gouvernement a décrété l'état d'urgence dans plusieurs provinces. Ainsi, dans la province de Santiago, le général Hector Bravo annonçait le 13 octobre par radio les mesures d'exception : interdiction de manifester dans les rues, interdiction de publier des informations pouvant être considérées comme « alarmistes, exagérées, ten-

dancieuses ou provocatrices », interdiction aux civils de porter des armes à feu, renforcement du contrôle de la circulation dans les rues.

L'affaire est claire. Au lieu d'en appeler à la vigilance et à la mobilisation des masses, non seulement pour préserver leurs conquêtes, mais pour les approfondir, le gouvernement confie le maintien de l'ordre à l'armée. Au lieu d'en appeler aux masses, on exige des rues désertes et on confie à l'armée le soin de les vider, de les quadriller. Cette même armée décidera encore de ce qu'elle considère comme « alarmiste, exagéré, tendancieux ou provocateur ». Une telle clause ne vise pas seulement la droite ; de toute évidence, elle pourra être appliquée le cas échéant aux publications critiques à l'égard du régime venant de l'extrême gauche.

À l'occasion de cette crise d'octobre 1972, le président Allende éprouvera le besoin d'intervenir personnellement. Dans un discours alarmé et modérateur, il appela les travailleurs à « s'abstenir de toute occupation illégale » d'entreprise. Il leur interdisait ainsi leur moyen de riposte le plus efficace. Et, conséquence logique, le gouvernement cédait aux entrepreneurs de transports en renonçant à créer dans un délai prévisible une compagnie de transports nationalisée.

Cette capitulation du gouvernement d'Unité populaire face à la pression et au chantage du patronat n'est pas la première. Il avait déjà capitulé notamment devant la puissance de la Chambre chilienne de construction (CCC), sorte de trust régnant sur l'industrie du bâtiment. Cette CCC est liée à la Banque du Chili qui échappe au contrôle de l'État. Le programme de l'Union populaire avançait un plan ambitieux de construction de logements. Le but était double ; fournir un débouché à la main-d'œuvre et donner un logement salubre aux dizaines de milliers de mal-logés vivant dans les bidon-

villes. Pour atteindre ce but, la nationalisation de la Chambre de construction aurait été un moyen nécessaire afin de prévenir le sabotage prévisible de la part du grand patronat.

### **Pourtant, il n'en a rien été**

Et lorsque, en septembre 1971, un journaliste demanda à Raul Varela, président de la CCC, pourquoi le président de la République avait démenti les déclarations du ministre du Logement selon lesquelles l'industrie privée de la construction ne durerait pas plus d'un an et demi, Raul Varela répondit : « Pour nous, le dernier mot, le plus officiel et le plus digne de confiance, appartient au président de la République. Lorsque nous lui avons demandé des explications, à la suite de déclarations comme celle que vous mentionnez, le président de la République nous a répondu très clairement que l'activité du secteur privé de la construction se poursuivra indéfiniment et continuera d'assurer la construction dans la mesure même où elle remplira les plans du gouvernement <sup>1/</sup>. »

Un peu plus d'un mois plus tard, le 14 octobre 1971, les sans-logis des bidonvilles manifestèrent à Santiago pour protester contre les retards dans le déblocage de crédits destinés aux logements populaires. Cette manifestation fut durement réprimée par le Groupe mobile. Un ouvrier fut grièvement blessé.

Encore une fois, au lieu de s'appuyer sur les travailleurs pour appliquer son programme, en reculant devant le patronat, l'Unité populaire a scindé la branche sur laquelle elle pouvait espérer se hisser. Il n'est pas étonnant que les travailleurs qui savent tirer les leçons de l'histoire retirent partiellement à l'Unité populaire la confiance électorale qu'ils lui avaient accordée.

<sup>1/</sup> Interview publiée par *Segunda*, le 3 septembre 1971.

<sup>2/</sup> Journal de la CGT française.

De reculade en capitulation, la voie peut être longue, mais elle conduit inexorablement à l'échec. Devant le chantage de la bourgeoisie, le président Allende avait dû éliminer du gouvernement le ministre de l'Économie Vuskovic considéré par le patronat comme un partisan trop chaleureux des nationalisations. Il avait dû éliminer ensuite du gouvernement le ministre de l'Agriculture, Chonchol, considéré comme trop radical dans l'application de la réforme agraire.

Céder un peu, c'est capituler beaucoup... dans certaines circonstances du moins. Au Chili la somme des concessions a fini par donner une spectaculaire capitulation. Après la crise d'octobre 1972, le président Allende a confié à un militaire, le général Prats, la direction du gouvernement.

*La Vie ouvrière (VO)* <sup>2/</sup> commentait alors ainsi cette promotion d'un général à la tête d'un gouvernement qui se réclame du mouvement ouvrier : « Au surplus, si on réduisait le remaniement ministériel de Santiago à la seule entrée des militaires au gouvernement, on se limiterait à une vue partielle de l'affaire. Car la représentation des travailleurs, déjà assurée par les partis ouvriers, va se trouver renforcée. Le syndicat unique de là-bas, la Cut (Centrale unique des travailleurs), fait en effet son entrée au gouvernement dans la personne de son président et de son secrétaire général. C'est lui la garantie que les conquêtes sociales seront préservées et que la marche en avant continuera. »

L'interprétation que donne la *VO* des événements survenus au Chili constitue un avant-goût de ce que serait en France l'application du Programme commun. La présence au gouvernement de deux responsables syndicaux peut-elle être considérée comme une garantie des conquêtes ouvrières alors que, devant chaque

épreuve de force, le gouvernement a renoncé à s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs eux-mêmes ? L'entrée des responsables syndicaux au gouvernement ne constitue-t-elle pas plutôt une caution ouvrière au moment où l'un des principaux chefs de l'armée prend la tête de ce même gouvernement ? Et ne seront-ils pas deux otages supplémentaires pris au piège de la légalité et de la solidarité (demain de la complicité ?) ministérielle ?

*L'Humanité* qualifiait de « solution originale » la présence au gouvernement des militaires et des syndicats. Cette « solution originale » sent l'approche de la solution finale. En cas de démission ou de disparition du président, ce serait donc le général Prats qui exercerait le pouvoir suprême. Dès à présent, l'armée détient le pouvoir d'arbitrer au cas où la tension entre les classes s'accentuerait, elle est placée en position d'interpréter la légalité selon ses vœux.

Et, comble d'ironie, ce sont les partis ouvriers de l'Unité populaire qui lui ont déroulé un tapis triomphal jusqu'aux fauteuils ministériels.

Après la chaude alerte d'octobre, le régime a ainsi obtenu un répit. Mais à quel prix ? Devant les correspondants étrangers, le président Allende s'exprimait ainsi le 21 octobre : « Nous ne sommes plus au bord de la guerre civile, parce que l'immense majorité a compris que l'action séditionnelle d'un petit groupe pouvait être écrasée sans violence. Si nous le voulions, nous aurions ici cent mille, cent cinquante mille personnes. Il suffirait de la moindre parole pour que quinze ou vingt mille travailleurs de la périphérie industrielle de Santiago viennent ouvrir les magasins de Santiago. Nous leur avons dit non. La force de ce gouvernement est dans le respect de la Constitution et de la loi. »

C'est tout simplement énorme ! « Si nous voulions... il suffirait de la moindre parole... ». Mais nous ne voulons pas, et la moindre parole n'a

pas été prononcée... Rarement des représentants réformistes du mouvement ouvrier, promus à la fonction de gérants temporaires de la société capitaliste, auront dit plus clairement leur volonté de ne pas recourir à la mobilisation populaire. On demande aux travailleurs prêts à accourir contre les menaces de la réaction, de rester chez eux, de rester calmes. En un mot, on les démobilise. Au moment même où un général est appelé à la tête du gouvernement ; au moment même où le gouvernement rappelle que l'armée détient en exclusivité le droit de porter des armes, ce qui exclut toute perspective de milice ouvrière et populaire.

Tout est là.

Allende a obtenu son répit. Mais il a pour cela démobilisé davantage les travailleurs. En appelant un général, il a fait du gouvernement un organe de pouvoir parlementaire plus que jamais étranger aux masses. Si jamais Allende, ou quelque autre de ses semblables, est amené à crier « au loup ! », les travailleurs, tant de fois découragés et déçus, le croiront-ils encore ? N'abandonneraient-ils pas à son sort ce régime miné qu'ils commencent à abandonner sur le terrain électoral ?

La situation économique est sérieuse. L'assise populaire du régime s'effrite.

Allende prétend avoir conjuré les périls. En fait il a serré un peu plus le nœud de la légalité bourgeoise passé au cou de l'Unité populaire.

Il prétend avoir obtenu un répit, ce répit peut se révéler bientôt n'être qu'un sursis.

### **Comment en est-on arrivé là ?**

Certains objecteront qu'il serait naïf de voir la situation chilienne à travers des déclarations présidentielles et des remaniements ministériels. Certes, ce ne sont que des données superficielles, mais leur signification tient à ce

qu'elles expriment fidèlement des réalités sociales profondes.

Si les déclarations d'Allende et les résultats électoraux indiquent que le fossé risque de se creuser dans les mois à venir entre le régime d'Unité populaire et les masses, ce n'est là que le résultat d'un profond processus social, l'aboutissement des fameuses voies légales auxquelles le régime prétend se tenir.

Sur trois fronts décisifs, celui de la production, celui des relations internationales, celui des institutions, le régime d'Unité populaire a laissé l'initiative et les meilleures armes à la bourgeoisie. Il a accepté de se placer sur son terrain. Et sur ce terrain, il ne peut que perdre la confiance des masses : c'est là le mal qui ronge l'expérience chilienne et qui l'emportera peut-être un jour.

### **Produire d'abord !**

L'Unité populaire a défini la bataille de la production comme une tâche centrale pour les travailleurs. En France, ce thème ne peut manquer de rappeler les positions du Parti communiste en 1945, quand il détenait certains fauteuils ministériels dans le gouvernement de Gaulle : « produire d'abord ! », tel était le mot d'ordre.

À partir du moment où l'Unité populaire prétend battre le capitalisme sur son propre terrain et avec ses propres armes, il n'est pas étonnant de voir apparaître au premier plan la bataille de la production.

L'Unité populaire se propose ni plus ni moins que de racheter le capital. C'est à peu près aussi absurde que si un esclave prétendait économiser sur sa ration alimentaire quotidienne pour racheter le fouet du maître qui l'opprime !

Il s'agit, comme on dit, de faire rôtir le mouton sans qu'il s'en aperçoive : d'administrer la preuve de la supériorité du secteur public sur le

secteur privé, de grignoter petit à petit le secteur privé.

Mais, comme cela se passe dans le cadre de la légalité bourgeoise, et notamment du respect de la propriété privée des moyens de production qui en constitue l'un des piliers, bon nombre des 150 nationalisations auxquelles il a été procédé le furent avec rachat ou indemnisation. Dans ces conditions, lorsqu'on demande aux travailleurs de produire d'abord, on devrait ajouter : produire pour racheter, produire pour indemniser !

Et pour racheter quoi ? Indemniser qui ? Pour racheter des richesses qu'ils ont produites déjà de leur travail et de leur sueur et dont l'exploitation capitaliste les a dépossédés : c'est une façon de racheter ce qui leur a été volé et de travailler double pour le même résultat. Indemniser les exploités d'hier qui pourront aller investir ailleurs, dans des secteurs plus rentables où ils continueront à exploiter la classe ouvrière ; quand encore ils n'utiliseront pas une part de l'indemnisation pour entretenir des milices privées et des troupes mercenaires !

Les travailleurs travaillent dur. Mais ils ne travaillent pas pour eux-mêmes : telle est la principale source de leur démobilisation et de leur désaffection prévisible à l'égard du régime. Comme ils produisent d'abord pour indemniser, le niveau de la consommation ne peut que se maintenir ou progresser lentement. Les derniers temps, il s'est même dégradé du fait de l'inflation qui fait grimper les prix plus vite que les salaires. Du fait surtout du sabotage de la bourgeoisie qui stocke les produits pour affamer les masses, qui développe le marché noir, qui désorganise la distribution ainsi que l'a illustré l'exemple spectaculaire de la grève des camionneurs et des commerçants.

La volonté opiniâtre de l'Union populaire

de faire passer la mobilisation des masses par la porte étroite de la légalité bourgeoise explique bien des choses. Et d'abord la modération des mesures sociales prises.

Les nationalisations ont eu lieu à froid, souvent dans des secteurs déjà déficitaires comme les mines Schwager. En revanche, des secteurs clefs du point de vue économique, social ou politique (comme la chimie, le bâtiment, le papier) n'ont pas été touchés. Elles ont été limitées à 150 entreprises sur plus de 30 000 entreprises privées que compte le Chili. Autant dire que les nationalisations chiliennes peuvent connaître le sort qu'ont connu les nationalisations françaises de la Libération : fournir au capital privé investi dans les branches de pointe de l'industrie une infrastructure prise en charge par l'ensemble des consommateurs et des contribuables, le faire bénéficier y compris de tarifs préférentiels comme c'est le cas en France à l'EGF ou à la SNCF. Encore, il faut le répéter, ces nationalisations sont-elles effectuées la plupart du temps avec rachat. Enfin, par précaution, le Parlement chilien – où la droite bourgeoise reste majoritaire – a voté une loi limitant le droit du gouvernement à décider de nouvelles nationalisations.

Sur le front de la réforme agraire, l'Unité populaire s'est contentée d'appliquer la réforme entreprise par le gouvernement bourgeois qui l'a précédée sous la présidence d'Eduardo Frei. C'est-à-dire une réforme qui ne touche que les propriétés supérieures à 80 hectares. Or, la lenteur et les modalités d'application de la réforme, ont laissé aux propriétaires terriens le temps et les moyens de manœuvrer. Certains ont découpé leurs vastes domaines pour les répartir fictivement entre fils, gendres, et cousins afin d'échapper au cadre de la réforme.

3/ Cité par *Punto Final* n° 138, 8 juin 1971.

Les grands propriétaires de bestiaux ont fait passer en Argentine 200 000 têtes de bétail avant d'être touchés par la réforme. Au Chili même, ils ont procédé à un abattage accéléré du bétail, compromettant l'avenir du cheptel, alors que le Chili manque de viande bovine.

La possibilité de baisser à 40 hectares le seuil d'application de la réforme agraire n'a pas été retenue. Au contraire, devant le sabotage des grands propriétaires, le gouvernement a été amené à leur concéder le fait qu'ils restent propriétaires du bétail et des machines agricoles de leur domaine.

Ainsi, l'application de la réforme peut favoriser le regroupement du bétail et des machines sur les meilleures terres, le développement d'une agriculture capitaliste concentrée, intensive et hautement mécanisée, et ce tandis que les paysans pauvres se retrouvent sur de mauvaises parcelles sans bétail, sans machines, sans capitaux pour s'approvisionner en semences et en engrais. En un mot, ils ont toute chance de rester, sous une forme nouvelle, sous la dépendance matérielle et financière des gros propriétaires et de leur tenir lieu de secteur d'appoint.

Les travailleurs sentent bien que, pour ne pas rester à la merci de la bourgeoisie, il faudrait aller plus loin : occuper les usines rentables, occuper les terres, débusquer les stocks, confier aux masses le contrôle de l'application des mesures, leur confier la défense, armée s'il le faut de leur conquête. Mais l'Unité populaire a choisi de se plier devant la loi de la bourgeoisie. Cela implique de briser l'élan des masses, de les frustrer de conquêtes nouvelles qu'elles sentent à leur portée.

Le dialogue entre le « camarade président » Allende et Anselmo Cancino, représentant élu du conseil paysan de la province de Linares est édifiant, et d'une certaine façon émouvant

à cet égard. Cancino pose le problème de la situation dans la province où 35 % de la main-d'œuvre agricole ne trouve pas à s'employer, où les propriétaires terriens sabotent ouvertement la production. Pour riposter, les paysans sont tentés d'occuper les terres et de s'en emparer :

« Allende : occuper les terres, c'est violer un droit. Et les travailleurs doivent comprendre qu'ils font partie d'un processus révolutionnaire que nous sommes en train de réaliser avec le minimum de souffrances, le minimum de morts, le minimum de faim. Pensez-y. Si on agissait de la même façon avec les entreprises importantes que nous voulons nationaliser (il y a 35 000 entreprises), qu'est-ce qui se passerait si nous voulions les contrôler toutes ? Cancino : Le changement, camarade président. Allende : Non le chaos. J'ai l'obligation de vous montrer que vous vous trompez. Le problème ne réside pas seulement dans la forme de propriété, mais dans la production [...] 3/. »

Encore une fois, tout est là. Pour mener la bataille de la production, on en appelle à la responsabilité des travailleurs. Et leur responsabilité, en l'occurrence, consisterait ni plus ni moins qu'à livrer cette bataille dans le cadre de la propriété privée et de l'exploitation capitaliste qui reproduit inexorablement le pouvoir des patrons, d'un côté, et leur propre dépouillement, de l'autre. À ce jeu, les travailleurs ne peuvent que s'user.

La confiance électorale qu'ils ont manifestée envers l'Union populaire devrait être justifiée par un changement profond dans leur situation. Changement qu'ils espéraient et qu'ils attendaient. Si un tel changement, profond, radical, irréversible, ne débute pas, c'est le moteur même de la mobilisation populaire qui sera brisé. Et les arguments les plus affinités, les statistiques les plus précises, les dis-

cours chiffrés les plus éloquentes, seront impuissants à le réparer.

### **Le chantage international**

Au Chili même, l'Unité populaire, en acceptant le terrain de la bourgeoisie, s'est placée dans une situation difficile. À cela, il faut ajouter l'appui direct ou indirect que le capitalisme international, l'impérialisme, pourront donner à la bourgeoisie chilienne.

L'embargo de la Kennecott sur le cuivre chilien, réalisé en automne avec l'appui des gouvernements bourgeois – dont le gouvernement français –, les complots militaires trouvés par les trusts internationaux comme ITT constituent la forme spectaculaire du sabotage. Mais il faut y ajouter des formes plus subtiles. Au niveau du crédit par exemple : les banques américaines qui avaient promis au Chili à l'époque de Frei un prêt de 270 millions de dollars n'en ont prêté que 32 après l'avènement d'Allende.

La spéculation sur les prix internationaux représente un autre moyen subtil. La livre de cuivre valait 78 cents sur le marché mondial à l'époque où la démocratie-chrétienne était au pouvoir au Chili. Après l'arrivée de l'Unité populaire, par exemple, le prix a chuté à 48 cents. Et on sait que les États-Unis ont joué un rôle déterminant dans la fixation de ces prix.

Chantage au crédit ! Aux tarifs commerciaux ! Voilà [une] forme de siège économique du Chili, au moment même où ce dernier demande aux travailleurs un effort supplémentaire pour rembourser les grands trusts internationaux. Quarante pour cent (oui, 40 %) des réserves du Chili sont actuellement consacrées à éponger la dette extérieure ! On voit ici à quelles absurdités conduit le légalisme jusqu'au-boutiste sur le terrain national et international. Imaginons seulement un instant qu'en 1917 la jeune Répu-

blique des soviets se soit engagée à acquitter le fameux emprunt russe et autres dettes contractées par le tsarisme décadent. Saignée à blanc sur le plan économique, jamais elle n'aurait pu mener à bien la guerre civile contre la réaction blanche à l'intérieur et les armées du capital international à l'extérieur ! Jamais ! C'est aussi simple que ça. Pour échapper au blocus, au chantage économique, l'Unité populaire est amenée à rechercher des échappatoires : ainsi, l'accord commercial passé avec les pays andins, et en particulier l'Argentine du tortionnaire Lanusse, pour l'abaissement des tarifs douaniers sur 5 000 articles.

De tels accords expliquent peut-être en partie les inflexions que connaît la politique internationale de l'Unité populaire. Ainsi, un sénateur fougueux et énergique déclarait en 1968 à la tribune du Sénat chilien : « Qu'il plaise ou non aux gouvernements réactionnaires, le mouvement populaire chilien sera implacable et solidaire avec ceux qui luttent par les moyens légaux ou les armes à la main pour la révolution latino-américaine et je demande que mes paroles soient enregistrées. »

Elles l'ont été. Malheureusement pour le sénateur osé qui n'était autre qu'Allende lui-même. Depuis il en a rabattu. Lorsqu'en août dernier, les six militants révolutionnaires argentins, combattants de la révolution latino-américaine, évadés des geôles de Rawson, firent atterrir au Chili un avion détourné et demandèrent asile, leur sort fut remis « légalement » entre les mains de la Cour suprême. Le sous-secrétaire d'État au ministre de l'Intérieur, membre du PC chilien, anticipant sur la décision de la Cour suprême, déclara même que, selon lui, les réfugiés relevaient du droit commun et non de l'asile politique. En conséquence, il était envisagé de remettre les réfugiés à leurs tortionnaires argentins. Les ma-

nifestations organisées par le Mir et certains secteurs du PS pour la défense de nos camarades furent dispersées. Si, finalement, les six rescapés reçurent l'autorisation de partir pour Cuba, c'est qu'entre-temps, à Trelew, dix-sept de leurs camarades avaient été sinistrement exécutés sans jugement dans leurs cellules en représailles de leur tentative d'évasion. Dès lors, il devenait quasi impossible, face à l'opinion, de remettre les évadés aux bourreaux responsables d'un tel massacre. Mais il s'en est fallu de peu pour que l'Unité populaire chilienne rende à la dictature argentine un service policier en échange d'un service commercial.

### **Le carcan de la légalité**

Allende, nous l'avons déjà dit, a été élu à la présidence par une majorité relative le 4 septembre 1970.

Dans un tel cas, le Parlement est appelé à ratifier le résultat de l'élection présidentielle. Avant de montrer son respect de la légalité en acceptant, au Parlement, de reconnaître un président issu de l'Unité populaire, la démocratie chrétienne a cependant pris des précautions. Le 24 septembre 1970, vingt jours après le résultat des élections, elle demandait par un texte au futur président de se prononcer sur certaines questions essentielles. Le texte soulignait en particulier :

« Nous voulons un État de droit. Ceci requiert l'existence d'un régime politique à l'intérieur duquel l'autorité soit exclusivement exercée par les organes compétents : exécutif, législatif et judiciaire [...]. Sans intervention d'autres organes de fait qui agiraient au nom d'un soi-disant pouvoir populaire [...]. Nous voulons que les forces armées et les corps de carabiniers continuent d'être une garantie de notre système démocratique. Ce qui implique que soient respectées les structures organiques et

hiérarchiques des forces armées, et du corps des carabiniers [...].»

Voilà une bourgeoisie cultivée, éduquée, qui sait aller droit au but, sobrement. Elle met d'emblée en évidence les deux conditions garantissant que l'expérience de l'Union populaire ne franchira pas un point de non-retour :

1. respect de l'autonomie de l'armée ;
2. refus de tout organe direct de pouvoir populaire de type soviétique ou conseil.

C'est dit clairement ; on peut seulement regretter que les partis ouvriers n'y répondent pas de manière aussi claire et directe.

Mais la démocratie chrétienne, et derrière elle les secteurs dynamiques de la bourgeoisie chilienne, ne se sont pas contentés de promesses et d'engagements verbaux. Certes, Allende avait répondu positivement aux questions de la démocratie chrétienne en affirmant notamment que « l'Unité populaire n'aurait aucun droit de regard [sur] la nomination du haut commandement [...] ». Mais, le 15 octobre, la Chambre approuvait un texte, connu sous le nom de « statut des garanties », qui codifiait les limites légales imposées par la bourgeoisie à l'Unité populaire.

Là encore, la bourgeoisie n'y va pas par trente-six chemins. À propos des moyens d'information, par exemple, le paragraphe 3 de l'article 10 dit : « Le régime de propriété et de fonctionnement de ces moyens d'information ne pourra être modifié que par une loi. »

Maintien de la hiérarchie militaire, refus de tout organe de pouvoir populaire extraparlémental, garantie de la propriété privée des moyens d'information : la bourgeoisie sait mettre en évidence les frontières de son ordre social. En cédant immédiatement à toutes ces exigences, l'Unité populaire s'est précipitée dans la nasse qui lui était tendue. Exemple parmi d'autres de cette capitulation, le fait que

le président Allende ait accepté le principe d'inamovibilité des fonctionnaires mis en place par la démocratie chrétienne.

Autrement dit, tout le personnel politique mis en place dans l'enseignement, les ministères, l'armée par le régime bourgeois restera en place. L'Unité populaire doit donc gouverner en s'appuyant sur un personnel qui lui est hostile et n'hésitera pas à la saboter, si ce n'est le moment venu à la trahir. C'est comme si une armée acceptait de partir en campagne en assurant une immunité de droit aux espions enrôlés dans ses rangs. L'une des premières mesures qu'aurait dû prendre au contraire un réel gouvernement ouvrier, c'est l'épuration de tous les corps administratifs.

Très important également, le fait de laisser les moyens d'information à la disposition des fortunes privées. Ainsi, la presse réactionnaire orchestra-t-elle de véritables campagnes d'intoxication. C'est elle qui a préparé et assuré l'écho de la manifestation dite des « casseroles vides », première grande manifestation de rue contre le régime en décembre 1971, organisée pour protester contre la pénurie alimentaire par de prétendues ménagères qui étaient en fait les femmes des quartiers bourgeois de Santiago. C'est encore cette presse qui organise l'intimidation contre les partisans de l'Unité populaire. Par exemple, pendant la grève des commerçants en octobre dernier, le journal réactionnaire *Tribuna* publiait une liste noire des commerçants non grévistes, donc suspects de sympathie envers le régime, pour les désigner aux exactions des bandes d'extrême droite ! Un véritable gouvernement ouvrier aurait au contraire nationalisé les imprimeries, papeteries, messageries, afin de mettre les moyens d'information, précédemment assujettis à la fortune, à la disposition des groupements politiques, syndicaux, culturels.

Autre signe de faiblesse et de résignation les Peace Corps, formés aux États-Unis sous prétexte d'accomplir des missions sociales dans le monde et connus pour être un canal privilégié de pénétration de la CIA, ont continué à intervenir au Chili après l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire.

### **Une armée démocratique ?**

Les idéologues du PC chilien comme du PC français reconnaissent volontiers que l'expérience chilienne de passage au socialisme n'a rien d'orthodoxe. Mais, pour ces mêmes idéologues, l'originalité de l'expérience tiendrait avant tout à l'originalité de l'armée chilienne pétrie de traditions démocratiques : là serait la pierre angulaire de l'édifice.

Le PC chilien en donne pour preuve que le général Schneider, chef de l'armée, a été assassiné pour s'être déclaré fidèle à la légalité et prêt à servir, si la légalité l'exigeait, le gouvernement d'Unité populaire. Ce qu'on oublie de dire en revanche, c'est que d'autres secteurs de l'armée, en particulier le général Viaux, ont trempé dans l'assassinat. Ce même général Viaux dont la justice chilienne vient de réduire la peine de vingt à deux ans de détention ! Remarquable clémence à l'égard d'un conspirateur militaire !

Miser sur les traditions démocratiques de l'armée chilienne, c'est oublier, et cet oubli peut devenir criminel, qu'elle reste une armée bourgeoise. C'est-à-dire un corps de répression autonome forgé par la bourgeoisie à son propre usage. L'armée chilienne, ce sont d'abord 60 000 soldats de métier, auxquels il faut ajouter 24 000 carabiniers. Soit environ 8 hommes en armes pour 1 000 habitants ! Tous de métier, tous mercenaires, puisqu'il n'y a pas de contingent d'appelés ! L'armée chilienne, ce sont aussi près de 3 000 officiers de carrière entraînés

entre 1950 et 1965 par les États-Unis dans les corps antiguérilla, à Panama notamment. Et l'on sait bien que l'entraînement en question n'est pas seulement militaire, mais aussi idéologique. Aujourd'hui, pour ne pas brusquer ou froisser la hiérarchie militaire, sous la présidence d'Allende, alors que le pays est gouverné par l'Unité populaire, l'entraînement à Panama des officiers continue ; oui, continue ! Dans le même sens, en octobre 1971, la marine chilienne a fait dans le Pacifique des manœuvres communes avec la flotte américaine sous le nom d'opération Unitas.

Miser sur les traditions démocratiques de l'armée chilienne, c'est encore oublier tragiquement, qu'une telle armée bourgeoise (il faut le dire et le répéter, car elle ne saurait être neutre socialement !) ne peut rester en dehors de la lutte de classe. Si le conflit s'aiguise entre les classes, elle devra choisir son camp. Non entre la légalité et l'illégalité, mais entre la bourgeoisie et le prolétariat. Si elle s'engage à rester fidèle à la loi, elle choisit déjà puisque cette loi, personne ne doit l'oublier, reste la loi des patrons, la loi de la bourgeoisie. Au mieux, peut-on espérer que l'armée ne basculera pas en son entier au côté de la bourgeoisie qui l'a nourrie et formée, peut-on espérer qu'elle sera divisée. Mais il ne suffit pas de l'espérer. Il faut y œuvrer. En y travaillant en son sein, en y développant les idées révolutionnaires. Il ne suffit pas de convaincre quelques têtes galonnées de l'état-major, de les amadouer en multipliant les concessions, comme le fait l'Unité populaire, il faut travailler à la base de l'armée.

Au lieu de cela, comme pour conjurer le sort, le PC chilien se prosterne lamentablement devant cette armée de sabreurs de demain ; devant les Gallifet, les Suharto, les Papadopoulos, les Banzer chiliens qui attendent leur heure. Au lieu de se montrer résolu à la lutte,

de s'acquitter de ses tâches d'antimilitarisme révolutionnaire, l'organe du PC, *Puro Chile*, publiée à l'occasion de la fête nationale une photo d'un corps de bérets noirs (corps anti-subversif) dont les officiers sont entraînés à Panama avec la légende effarante que voici : « Leur aspect martial et leur étrangeté leur ont attiré les faveurs de la foule » !

Le PC chilien ne ménage donc pas ses efforts pour camper une image de l'armée chilienne démocratique telle qu'il la souhaiterait pour confirmer sa thèse sur les voies pacifiques. Dans cette besogne, *La Vie ouvrière*, lui prête main-forte en écrivant : « Remarquons d'abord que l'armée chilienne, à la différence des armées de la plupart des autres pays d'Amérique latine et de beaucoup d'autres pays du monde, est respectueuse de la légalité (quelle légalité ? celle de la bourgeoisie, bien sûr) et du suffrage universel. L'ex-chef d'état-major, le général Schneider, s'est fait assassiner par des hommes de l'extrême droite pour avoir refusé d'organiser un putsch contre l'Unité populaire. D'autre part, les militaires se sont opposés à toutes les tentatives d'insurrection fomentées par les groupes fascistes. Sans brutalités excessives, mais avec fermeté, ils ont maintenu l'ordre » !

Sans brutalités excessives ? Et quel ordre ? Et le massacre de la Hermida ? La Hermida, c'est un bidonville. Au printemps dernier, à la suite d'échauffourées entre la police et des sans-logis, deux automitrailleuses et trente cars prennent position à l'aube autour du bidonville. Par haut-parleur, ils appellent les habitants à sortir « pour soutenir l'Unité populaire, renversée par un coup d'État ». Et ils ouvrent le feu. Bilan quatre morts, 15 blessés, 160 arrestations. L'affaire n'a jamais été démentie. Qui a décidé le massacre ? On ne le sait. Seule mesure prise : la suspension de leurs fonctions du secrétaire (membre du PS) et du sous-secré-

taire (membre du PC) des renseignements généraux.

Pourtant le secrétaire général du PC, Luis Corvalan, ne cesse de réaffirmer sa confiance dans les « vents nouveaux » qui traversent l'armée. L'armée, elle, se montre plus lucide, plus consciente de sa réelle fonction. Le *Mémorial de l'armée*, organe de l'état-major, rappelle que sa mission « reste de garantir la continuité de la démocratie formelle et de la solidarité occidentale [...] ».

Au lieu d'épuiser les travailleurs dans une bataille de la production qui ne vise guère qu'à racheter leurs chaînes, un gouvernement ouvrier véritable se serait hardiment engagé dans l'expropriation sans indemnité ni rachat des grandes entreprises. Au lieu de subir l'étranglement commercial et financier de l'impérialisme, il aurait refusé de reconnaître les dettes contractées par une bourgeoisie bancaire-routière et aurait instauré le monopole du commerce extérieur.

Au lieu de s'empêtrer dans les mailles de la légalité et des institutions bourgeoises, il aurait épuré l'administration et encouragé la naissance et le développement d'organes de pouvoir populaire à partir des entreprises, des villages et des quartiers. Au lieu de confier le maintien de l'ordre à une armée bourgeoise, il aurait encouragé l'auto-organisation des soldats favorables au régime et surtout favorisé la constitution et l'armement de milices populaires sur la base des entreprises, des villages et des quartiers.

Face à chaque choix, l'Unité populaire a opté pour le maintien dans la légalité bourgeoise. Elle a ainsi affaibli ou tranché les liens qui la rattachaient à la mobilisation des travailleurs. Son régime devient ainsi de plus en plus vulnérable aux manœuvres et aux coups de la bourgeoisie, au point qu'on peut commencer à se

demander quand et comment la bourgeoisie essaiera de s'en débarrasser, et si nous connaissons une tragédie du prolétariat chilien.

### Où va le Chili ?

La bourgeoisie chilienne n'a pas perdu la tête devant l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire. Puisque les partis ouvriers se sont engagés à rester dans le cadre de la légalité, elle s'efforce d'abord de les défaire sur ce terrain, sachant que le temps y travaille pour elle.

L'organe théorique de la démocratie-chrétienne a même exposé en toutes lettres sa stratégie inspirée de celle des maréchaux russes contre Napoléon : « [...] Pratiquer la retraite stratégique, laisser l'ennemi s'enfoncer au cœur du territoire ami, le paralyser et l'affaiblir par la politique de la terre brûlée et de la guérilla, le couper de ses arrières puis passer à la contre-offensive, l'encercler et le détruire. » C'est clair, c'est simple, et, d'une certaine manière, ça marche. À force de gérer un appareil d'État bourgeois, on finit par s'en servir. À force de vouloir rester dans la légalité bourgeoise, on finit par la faire respecter aux autres, aux travailleurs. On ne peut longtemps prétendre maintenir les liens avec les masses et gouverner avec un appareil d'État poliment emprunté à la bourgeoisie, avec promesse de le rendre.

La marche au socialisme demande une mobilisation énergique des masses. Elle est rude et nécessite de bonnes chaussures cloutées, solides, tenant bien le pied. Au lieu de cela, l'Unité populaire emprunte les escarpins vernis de la bourgeoisie : les masses commencent par s'y estropier, puis elles refuseront de marcher.

La bourgeoisie le sait bien. Quand elle parle de « couper l'ennemi de ses arrières », elle sait

4/ Calvo Sotelo était le chef de la droite réactionnaire aux Cortès espagnoles en 1934. C'est son exécution qui prélude au déclenchement de la guerre civile.

de quoi elle parle. Elle mise sur la lassitude des travailleurs.

Pour elle, les élections législatives prochaines seront un test. Si elles donnent une majorité bourgeoise maintenue ou renforcée, Allende ne sera plus qu'un président en sur-sis, tenu en laisse. Car alors Frei sera à peu près assuré de regrouper sur son nom, ou celui d'un autre leader démocrate-chrétien, les voix de la bourgeoisie qui s'étaient divisées aux présidentielles de 1970 entre le candidat du parti national Alessandri et celui de la démocratie chrétienne Rodomiro Tomic.

Au cas où les partis bourgeois reviendraient au gouvernement par des voies électorales, ils n'auraient rien perdu. Au contraire, ils auraient seulement confié, de façon parasitaire, à des partis ouvriers, les tâches délicates de rationalisation et de réorganisation économique : nationalisation des pertes, concentration des capitaux dans les secteurs de pointe, modernisation de l'agriculture. Mieux, ils auront fait réclamer par des partis ouvriers l'effort supplémentaire que cette restructuration capitaliste réclame des travailleurs.

Au cas, peu probable, où la bataille électorale ne lui donnerait pas satisfaction, la bourgeoisie chilienne aurait toujours le temps de recourir à d'autres moyens. Déjà de multiples complots contre le régime ont été dénoncés : complot de l'ITT, complot dit de septembre (dont la grève des camionneurs fut présentée comme un élément), complot connu sous le nom de *Calvo Sotelo* <sup>4/</sup> qui montre que la bourgeoisie chilienne connaît ses classiques historiques et que, à la différence des partis ouvriers, elle sait faire le rapprochement entre la situation actuelle du Chili et celle de l'Espagne des années trente.

Jusqu'à présent, ce sont des initiatives dans lesquelles ne sont engagées que des fractions

limitées de la bourgeoisie. Le jour où les secteurs dominants de la bourgeoisie ne croiront plus à un règlement électoral de la situation, gageons qu'elle se donnerait des moyens d'une tout autre envergure.

### Le PC et la « voie non armée »

Face aux projets limpides de la bourgeoisie, quelle réponse prépare le mouvement ouvrier ? Pour trouver cette réponse, le meilleur moyen est d'examiner les positions du PC chilien. D'une part, parce qu'il reste la force dominante au sein de ce mouvement ouvrier. D'autre part, parce que, à la différence de ses alliés, il détient une idéologie et une ligne politique relativement cohérentes.

Le premier point de l'argumentation du PC chilien, c'est que l'appareil d'État peut passer tel quel qu'aux mains des travailleurs. Sans être brisé et remplacé par un pouvoir totalement différent, émanant directement des entreprises et des campagnes, comme l'affirmait Lénine dans *L'État et la révolution*. Le secrétaire général du PC chilien est absolument clair sur ce point : « Une fois conquis ce pouvoir exécutif, des conditions meilleures seraient créées pour obtenir la majorité absolue au Parlement, par conséquent pour transformer cet instrument de domination des classes réactionnaires en instrument de libération de notre peuple. » Comme si un instrument pouvait changer de fonction en changeant de main ! Comme si un extincteur pouvait devenir chalumeau, ou vice-versa, en changeant de main ! Cet appareil d'État, la bourgeoisie l'a bâti à son usage et à son image. Il faudra bel et bien le briser.

Le réformisme a sa logique, et elle est implacable. À partir du moment où l'on prétend utiliser l'appareil d'État bourgeois, ses institutions, son personnel, le reste en découle. Notam-



ment le respect obstiné de la légalité dont il s'est drapé.

Volodia Teitelboim, théoricien et membre du bureau politique du PC chilien, pousse ainsi à son comble le crétinisme légal : « Le mouvement, dit-il, a gagné une partie appréciable du pouvoir, à travers un chemin qui n'est pas classique (c'est le moins qu'on puisse dire !). Nous devons transformer la légalité bourgeoise de l'intérieur (?!?!), avec l'appui des masses, de façon à construire une autre légalité, populaire. Dans cette situation, la lutte des classes est acharnée. La droite n'a pas hésité à employer l'assassinat politique pour le général Schneider ; elle n'hésitera pas à y recourir, si besoin est, dans le futur. Avancer dans la légalité, c'est comme marcher sur un abîme (nous aimons le lui entendre dire). Mais c'est notre plus grande force (voilà qui s'appelle manier le paradoxe !). Ce n'est pas romantique, ce n'est pas héroïque. Mais la bourgeoisie veut nous mettre dans l'illégalité pour gagner l'appui de l'armée. C'est à nous de la mettre dans l'illégalité <sup>5/</sup>. »

Ce morceau de bravoure révisionniste a été, comble d'ironie, reproduit dans *La Nouvelle Critique*, revue théorique du PCF. Il fait irrésistiblement penser au lièvre qui s'étrangle davantage en se débattant dans le collet de la légalité. Et voilà bien une innovation dans l'analyse marxiste, du droit et de la loi : une loi au-dessus des classes, dont chacun tente de s'emparer, pour l'utiliser à son compte ? Une loi d'origine divine ? Un droit naturel ? Pour nous, le droit et la loi font partie de l'arsenal d'une classe qui en domine une autre. S'asseoir sur la légalité de la bourgeoisie, c'est déjà un peu poser la tête sur le billot de sa justice !

<sup>5/</sup> Cité par *La Nouvelle Critique*, n° 47.

<sup>6/</sup> Luis Corvalan, *Chili, les communistes dans la marche au socialisme*, Éditions sociales, p. 263.

<sup>7/</sup> *Ibid.*, p. 268.

<sup>8/</sup> *Ibid.*, p. 84.

On comprend mieux que, complètement prisonnier d'une conception fétichiste, a-historique, de la légalité, Luis Corvalan, secrétaire général du PC, ne voit aucun moyen d'y échapper. Dans une déclaration du 25 mai 1972, il dit : « Nous pensons qu'il n'existe actuellement aucune possibilité de modifier cette légalité, ces institutions, par aucun moyen, ni par une voie légale, ni par une voie illégale <sup>6/</sup>. »

Ces moyens existent. Mais le PC refuse d'y recourir. Pire, il les redoute. Et le premier de ces moyens, c'est la mobilisation des masses. Laissons le même Corvalan en tirer le bilan à propos des fameux comités d'Unité populaire [Cup] à la base apparus au cours de la campagne présidentielle : « Prenons le cas des Cup, nous en avons 15 000 au moment de la campagne. 3 000 ont disparu, 2 000 fonctionnent, le reste végète. Et c'est presque normal. La majorité d'entre eux avait une orientation essentiellement électorale, et par la suite le mouvement unitaire du peuple a créé d'autres formes d'organisation [...] <sup>7/</sup>. »

Ces autres formes d'organisation sont essentiellement des comités de ravitaillement dont la dynamique est limitée du fait même de leur fonction. En revanche, toute tentative d'impulser des comités de base dans les entreprises, sur les lieux de production, là où peut être remis en cause le fondement même du pouvoir bourgeois, a été freinée.

Réformiste, révisionniste, le PC chilien l'est. Non pas honteusement et discrètement, mais résolument et glorieusement. Il ne se contente pas d'additionner les capitulations réformistes, il les théorise. Il ne se contente pas de théoriser en prenant prétexte des spécificités chiliennes, il vient exposer ses trouvailles à la tribune de la conférence internationale des partis communistes tenue à Moscou en juin 1969. Corvalan y déclare : « En ce qui nous concerne,

nous avons, depuis un certain temps, cessé de parler des voies pacifiques ou non pacifiques pour poser le problème en termes de voie armée ou voie non armée <sup>8/</sup>. »

C'est un comble ! Même les réformistes stalinien les plus avérés montraient certaines précautions si ce n'est certaines pudeurs envers les classiques. Ils empruntaient à Lénine quelques citations tirées du contexte de juin 1917 sur les possibilités de passage pacifique ou peu sanglant au socialisme, pour les généraliser à notre époque, sans tenir compte de la mobilisation, de l'auto-organisation, de l'armement déjà réalisés du prolétariat russe au printemps 1917. Mais ils gardaient ouverte, pour ne pas être pris en défaut, l'hypothèse d'une voie non pacifique. Et même, la plus grande probabilité accordée au passage pacifique n'excluait pas *a priori* la nécessité d'armer le prolétariat. Du moins, la question restait dans le vague.

Corvalan, lui, lève toute ambiguïté. Car parler de voie non armée, c'est exclure la possibilité d'une voie non pacifique, violente. Parler de voie non armée, ce n'est pas neutre, c'est désarmer le prolétariat du « désir de s'armer » dont parle Lénine, c'est le désarmer tout court. C'est mâcher la besogne des bourreaux.

Il est intéressant de constater que, dans les colonnes de *La Nouvelle Critique*, Christine Glucksmann parle à propos du Chili et des thèses de Corvalan « d'une nouvelle forme historique de doubles pouvoirs, assez différente en raison des conditions historiques et politiques de celle analysée par Lénine ». Il ne s'agit pas d'une nouvelle forme, mais de la négation même du double pouvoir ! La dualité du pouvoir, ce n'est pas le partage de dépouilles et d'institutions parlementaires entre partis ouvriers et partis bourgeois, c'est la naissance dans les usines, dans les campagnes, dans la rue d'un pouvoir nouveau, directement représentatif des

travailleurs, inconciliable avec le vieil appareil d'État bourgeois qu'il devra briser.

Voilà qui est cent fois plus clair que les entourloupettes idéologiques de tous les staliniens chiliens et français cousus ensemble.

Défenseurs d'une ligne de capitulation devant la bourgeoisie, les staliniens chiliens sont appelés à en devenir les agents pratiques. Un parti réformiste n'est pas un parti révolutionnaire velléitaire, à qui manqueraient seulement l'audace et le courage. C'est un parti qui, placé devant les choix décisifs par le mouvement de la lutte de classes, basculera du côté de l'ordre bourgeois et de la réaction.

Ainsi, les sociaux-démocrates allemands sont-ils devenus les assassins de Rosa Luxemburg; ainsi, les staliniens espagnols sont-ils devenus les bourreaux d'Andrés Nin.

Le 12 mai 1972, à Concepcion, le Mir voulait organiser une contre-manifestation face à une marche de l'opposition orchestrée par les fascistes de Patrie et Liberté. La contre-manifestation fut interdite par le gouvernement et cependant maintenue. Un lycéen du Mir fut tué dans la répression, il y eut plusieurs dizaines de blessés. Certains militants du PC se vantent d'avoir joué un rôle actif, zélé, dans la défense de l'ordre.

Enfin, dans le numéro d'août de la *Nouvelle Revue internationale* (revue du mouvement communiste officiel lié à l'URSS) paraît, entre un article de Podgorny et un article de la Pasionaria, une étude sur le «révolutionnarisme petits-bourgeois au Chili». L'article prend violemment à partie les révolutionnaires et les accuse de gauchisme: «Ils opposent, dit crûment l'article, à la bataille pour la production la nécessité de préparer politiquement et matériellement les masses à la prise du pouvoir 9/». On ne saurait être plus clair: tout est là en effet!

9/ *Nouvelle Revue internationale*, août 1972, p. 131.

L'aboutissement d'une solution révolutionnaire passe par la construction d'un parti révolutionnaire!

D'ores et déjà, une chose est certaine: le Chili n'atteindra pas graduellement et pacifiquement le socialisme.

La situation de l'Unité populaire ne peut que se détériorer. Pourtant, les solutions existent. Elles exigent une politique énergique.

Contre le sabotage de la production et la tentative d'affamer les travailleurs pour mieux tirer parti du mécontentement, expropriation sans indemnité ni rachat des secteurs clefs de l'économie, y compris la distribution et l'information! Extension et approfondissement de la réforme agraire!

Contre le chantage économique de l'impérialisme, refus de reconnaître les dettes, instauration du monopole du commerce extérieur!

Contre la logique capitaliste d'une économie de marché régie par le profit, élaboration démocratique d'un plan discuté par les travailleurs pour la satisfaction de leurs besoins!

Ces mesures résolues réclament l'appui enthousiaste des masses. Elles ne peuvent aboutir que portées par une mobilisation intense des masses dans leurs usines, leurs quartiers, leurs villages, par l'apparition et la multiplication d'organes de pouvoir populaire à la base!

Contre les menaces de l'armée et de la réaction, il est nécessaire et possible de procéder immédiatement à une épuration de la police et de l'administration, d'organiser des comités de soldats prêts à se ranger aux côtés des travailleurs et surtout d'armer les travailleurs eux-mêmes en encourageant la formation de milices ouvrières et populaires.

Ces solutions ne sont pas des inventions «gauchistes» étrangères à la situation chilienne. Au Chili même, elles ont été plus ou moins clairement avancées par les militants révolutionnaires.

Le Mir a impulsé ou encouragé les occupations de terre, notamment par les paysans mapuches, débordant le cadre légal de la réforme agraire. Les militants ont soutenu les occupations d'usines qui n'entraient pas dans la liste des nationalisations prévues. Dans certains cas, la mobilisation ouvrière a laissé entrevoir ce que permettrait sa généralisation: ainsi, dans certaines mines, la lutte résolue des travailleurs contre l'indemnisation prévue pour les possédants d'hier a obtenu gain de cause.

Le Mir a également dénoncé le piège où s'enferme l'Unité populaire. Il a demandé la dissolution du Parlement bourgeois, prit l'initiative de la riposte de rue contre les menées des groupes fascistes du type Patrie et Liberté.

La situation actuelle au Chili requiert plus que jamais la présence d'un parti révolutionnaire implanté dans les masses. Les réponses apportées par les militants révolutionnaires chiliens en général et ceux du Mir en particulier montrent que si un parti révolutionnaire n'existe pas encore, les éléments existent pour le construire.

Le Mir continue cependant à se référer de façon privilégiée à la direction cubaine. C'est là un obstacle à l'adoption d'une stratégie révolutionnaire efficace, qui ne saurait, à l'époque de la crise internationale du stalinisme, de mûrissement des nouvelles avant-gardes à l'échelle planétaire, faire abstraction de sa dimension internationale; elle ne peut pas se développer sur un terrain étroitement national sans connaître de graves mutilations.

Le Mir se présente comme un front, comme un mouvement, non comme un parti. Ainsi sous prétexte de préserver son unité, s'il admet la circulation de textes en son sein, il refuse de reconnaître le droit de mener le débat en s'organisant en tendances à l'occasion des congrès. Loin d'être une preuve de force, cette limita-

tion de la démocratie interne constitue une fuite devant les débats approfondis nécessaires aujourd'hui pour atteindre une cohésion idéologique et politique indispensable pour affronter les épreuves prochaines.

Les militants du Mir qui ont acquis une implantation réelle dans certains secteurs ouvriers et populaires doivent être partie prenante de la construction du parti révolutionnaire au Chili, car cette tâche reste encore à accomplir. Et elle est de plus en plus urgente.

La situation chilienne rappelle celle de l'Espagne avant le déclenchement de la guerre civile en 1936. Elle sent les préparatifs d'affrontement entre les classes.

Ou bien la bourgeoisie l'emporte à court terme par les voies électorales face à un prolétariat démobilisé. Ou bien la confrontation violente devient inévitable.

L'évolution de la situation au Chili constitue certes un facteur de clarification politique. L'exemple que l'on citait, il y a quelques mois, pour renforcer les perspectives de victoire électorale de la gauche et mettre en valeur les voies pacifiques de passage au socialisme, est un exemple à double tranchant : il va jouer maintenant contre ceux qui l'ont utilisé les premiers.

Mais il serait puéril de notre part de nous en réjouir. Certes, la clarification politique est importante. Malheureusement, elle risque de se faire sur le dos des masses chiliennes.

La lutte est encore ouverte et le temps presse. Une défaite politique, et à plus forte raison une défaite militaire du prolétariat chilien, pèserait très lourd sur l'avenir de la révolution à l'échelle de l'Amérique latine. Elle serait un coup porté à la montée actuelle de la révolution mondiale.

Tel est l'enjeu réel.

C'est pourquoi, tout en tirant pas à pas les leçons de l'expérience chilienne, nous devons nous préparer aux tâches de solidarité interna-

tionale qui nous incomberont inmanquablement à l'égard du prolétariat chilien.

Nous devons tout faire au Chili et dans le monde, pour que l'expérience chilienne tourne à la déroute de la bourgeoisie et du réformisme,

---

## Le Chili...

● C'est un pays de 741 767 km<sup>2</sup>. C'est un pays évalué en 1970 à 9 268 000 habitants. Le tiers de la population active travaille la terre. Les deux tiers de la population sont regroupés dans des agglomérations supérieures à 1 000 habitants. La capitale Santiago compte 3 millions d'habitants. Les villes principales, Valparaiso et Concepcion 600 000 et 300 000 habitants.

C'est un pays marqué par la présence permanente de l'impérialisme : espagnol d'abord, britannique ensuite, américain enfin ; de l'exploitation du salpêtre à l'exploitation du cuivre.

C'est un pays qui a connu en 1938 une expérience de Front populaire.

● Le Chili, ce n'est donc pas la France. Mais...

L'Union de la gauche, le PC comme le PS, y a cherché l'inspiration. La bourgeoisie française, Sac et CDR en tête, veut en faire un épouvantail et y cherche des arguments. Certains groupes d'extrême gauche ont voulu y voir leurs modèles.

Au Chili comme en France, parallèlement, presque simultanément, se préparent des élections législatives. Le bilan de l'expérience chilienne viendra donc inévitablement sur le tapis pendant la campagne électorale.

Nous présentons nos arguments :

et ne se solde pas par une nouvelle défaite sanglante du prolétariat chilien, semblable à celle qu'a connue, en août 1971, le prolétariat voisin de Bolivie.

1973

● Où en est le Chili ?

Comment en est-on arrivé là : bataille de la production, contraintes internationales, maintien de l'appareil d'État bourgeois et de son armée.

Quelles solutions s'affrontent ? Celle de la bourgeoisie qui ménage la double possibilité d'une reprise électorale du gouvernement et d'un coup de force. Celle de l'Unité populaire qui, pour n'envisager que la première, risque de devenir l'otage et l'instrument de la bourgeoisie. Celle de l'extrême gauche révolutionnaire qui a connu, avec le Mir notamment, ses heures de gloire, mais qui est encore en gestation.

● Le Chili n'est pas une expérience d'éprouvette que nous pourrions étudier froidement. À bien des égards, il nous concerne et nous engage. Nous devons être prêts.

Il y a quelques mois, pour les partisans de l'Union de la gauche et du Programme commun, l'exemple chilien était presque devenu un modèle. Mitterrand et Duclos y allaient à tour de rôle chercher l'inspiration. Aujourd'hui on n'en parle plus guère.

À croire que « la voie chilienne au socialisme », tant vantée alors, a tourné au labyrinthe. Et qu'on n'en voit plus la fin. Qu'en est-il au juste ?

Document *Rouge* n° 21, Publié avant le coup d'État, date exacte non retrouvée